



COMMUNIQUE DE PRESSE

Le 12 décembre 2023

Un coup de poignard dans le dos et une balle dans le pied

Le 9 novembre 2021 nous alertions la presse, les élus lorrains et les ministres Lemaire et Pagnier-Runacher, sur le projet d'implantation à Fos d'une usine Indienne, Electrosteel, qui allait produire des tubes de canalisations dans des conditions de concurrence indignes, avec des financements de France Relance (de l'Etat donc).

Nous avons été alertés par les prises de positions exaspérées de Saint Gobain PAM et de la CGT à Pont-à-Mousson.

Intitulé « **un coup de poignard dans le dos** » notre communiqué de presse a porté loin et tous ceux qui sont intervenus peuvent aujourd'hui parler, sans exagération, de victoire.

Ainsi la commission Européenne a publié un nouveau Règlement d'Exécution instituant un droit antidumping définitif sur les importations d'Electrosteel. Le taux d'imposition douanière est, avec effet immédiat, **relevé de 7%** pour les droits antidumping.

Il faut noter que la commission a précisé que des « renseignements faux ou trompeurs » lui avaient été fournis...

La raison de notre réaction associée avec des structures, avec lesquelles nous ne partageons pas toujours les mêmes idées, est simple. Lorsque nous sommes tous de bonne foi et que nous associons nos forces et nos idées, nos humeurs peuvent aller très loin. Il n'y a pas d'alliances improbables, il n'y a que des gens qui ne les veulent pas.

Alors continuons. On a demandé aux entreprises de fabriquer davantage en France. Elles le font, des milliers d'ateliers ont été rapatriés des contrées lointaines, chaque année il y en a un peu plus. On a demandé aux français d'acheter français, les chiffres le montrent, ils le font de plus en plus avec une certaine fierté.

Mais je pense qu'il est temps que les industriels et les Français demandent à leurs élus d'acheter prioritairement français. C'est le cas pour certains mais ils pourraient aller plus loin

et être plus nombreux en employant tous les moyens légaux pour y arriver, hélas beaucoup trouvent de nombreuses excuses.

Les marchés publics, des Mairies à l'Etat sont engagés et payés, la plupart du temps, avec l'argent du contribuable. Il devrait donc y avoir une règle morale qui oblige à acheter français. A minima utiliser le principe de réciprocité car quand nous n'avons pas d'accord de réciprocité avec certains pays (nous ne pouvons pas faire chez eux ce qu'ils peuvent faire chez nous) alors la loi européenne autorise les administrations- les régions, les communes... à privilégier des fournisseurs européens. La Chine, la Turquie et l'Inde font partie de ces pays.

Par exemple je connais des collectivités qui s'équipent, directement ou pas, avec des tuyaux venant entre autres d'Inde. Ce sont les industries françaises, les artisans français, les agriculteurs français, les services français, notamment, qui font vivre la France et payent les impôts sous toutes ses formes y compris à travers les salaires versés.

La règle du moins disant est une aberration malhonnête. Pensez-vous que tous ces élus, toute cette administration ne savent pas que des milliards partent à l'étranger pour créer des emplois et des investissements partout sauf chez nous. Cela nous coute 100... 1000 fois plus cher que ce qui paraît-il a été économisé et je ne parle pas du coût humain et écologique.

Alors, on se donne les moyens de réindustrialiser oui ou non ?

Quand on ne voit pas plus loin que le bout de son nez on se tire une balle dans le pied.

On peut en mourir.

Hervé BAUDUIN

Président de l'UIMM Lorraine et UIMM Grand Est

Chef de file France Industrie Grand Est